

RAPPORT ANNUEL 2013/14

# SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU MANITOBA



## TABLE DES MATIÈRES

Message de la présidente du Conseil . . . . .	2
Conseil des commissaires . . . . .	3
Message du président-directeur général . . . . .	4
Comité de la haute direction . . . . .	5
Fusion de la Société des alcools du Manitoba et de la Corporation manitobaine des loteries . . . . .	6
Examen fonctionnel de l'exercice 2013-2014	7
Clientèle . . . . .	8
Efficacité . . . . .	10
Responsabilité . . . . .	12
Employés . . . . .	16
États financiers de l'exercice 2013-2014 . . . . .	19
Tableaux et graphiques . . . . .	38
Services réglementaires . . . . .	40



## VISION

Aller au-delà des attentes des consommateurs tout en soutenant nos collectivités.

## MISSION

Offrir de manière novatrice et responsable des produits et des divertissements de qualité, tout en générant des revenus pour le Manitoba.

## VALEURS

### Importance du personnel

Cœuvrer à l'établissement d'un milieu de travail positif et diversifié et à l'atteinte d'objectifs communs.

### Responsabilité

Faire preuve de pratiques commerciales, sociales et environnementales responsables.

### Intégrité et équité

Être respectueux, éthiques et entièrement responsables de nos actions et de nos décisions.

### Excellence du service

Offrir un service supérieur à nos clients, partenaires et collègues de travail.

### Innovation

Apprendre de nos expériences, embrasser le changement et favoriser l'innovation.

## PILERS

### Clientèle

Maintenir la satisfaction des clients et étendre notre clientèle.

### Efficacité

Susciter une croissance rentable et offrir des produits de qualité, tout en embrassant l'innovation.

### Responsabilité

S'engager en faveur de l'intégrité des affaires, de l'investissement communautaire et des pratiques de protection de l'environnement, et encourager l'utilisation responsable de nos produits et services.

### Employés

Mettre en place une culture commune avec une main-d'œuvre diversifiée, engagée et compétente dans un milieu de travail respectueux et sécuritaire.



## MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL

**Au nom du Conseil des commissaires, je suis heureuse de présenter le 91<sup>e</sup> rapport annuel de la Société des alcools du Manitoba pour l'exercice 2013-2014.**

Le présent rapport constitue un compte rendu des réalisations de la Société des alcools, notamment le versement d'un bénéfice net au gouvernement provincial. Ces fonds qui profitent ultimement à tous les Manitobains ont servi encore une fois à démontrer la valeur de la Société pour le tissu financier de la province.

L'exercice 2013-2014 a également été notable en raison de l'adoption des mesures législatives qui régiront la nouvelle société d'État fusionnée. Le projet de loi 43, qui visait la *Loi sur la Société manitobaine des alcools et des loteries* et la *Loi sur la réglementation des alcools et des jeux*, a reçu la sanction royale le 5 décembre 2013 et est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2014. En vertu des nouvelles mesures législatives, la Société manitobaine des alcools et des loteries est devenue officiellement responsable de la vente et de la gestion des boissons alcoolisées et des produits de jeu et de loterie. La nouvelle Régie des alcools et des jeux du Manitoba, qui a fusionné la Division des services réglementaires de la Société des alcools et la Commission de la régie du jeu du Manitoba, devient la seule autorité réglementaire en matière d'alcool et de jeu de hasard de la province.

Pendant la poursuite de nos efforts pour devenir la plus nouvelle société d'État du Manitoba, l'exercice a été témoin de progrès considérables dans nos activités de fusion. J'ai le plaisir de souligner qu'à la fin de l'exercice 2013-2014, la Société manitobaine des alcools et des loteries avait réalisé des économies accumulées de

6,1 millions de dollars en lien avec le processus de fusion, tout en offrant un excellent service à sa clientèle dans toutes les régions de la province et en assurant la vente responsable des boissons alcoolisées.

Les employés des deux anciennes entités ont travaillé sans relâche pour veiller à ce que la transition vers la Société manitobaine des alcools et des loteries s'effectue en douceur. Les progrès réalisés sont indéniables. Bien qu'il reste encore du pain sur la planche, l'avenir commence à se définir plus précisément chaque jour — et il n'y a aucun doute qu'il sera brillant.

Au nom du Conseil des commissaires, j'aimerais transmettre mes sincères remerciements au président-directeur général, Winston Hodgins, au Comité de la haute direction et au personnel pour leurs contributions à la réussite de l'exercice 2013-2014. J'attends avec intérêt le prochain exercice qui marque le début d'une nouvelle période d'offre d'excellence et de valeur aux Manitobains.

Tannis Mindell

# CONSEIL DES COMMISSAIRES

## PREMIÈRE RANGÉE

**Tannis Mindell,**  
Présidente

**Leslie Turnbull,**  
Vice-présidente

**Fran Frederickson,**  
Administratrice

**Jean Paul Gobeil,**  
Administrateur



## DEUXIÈME RANGÉE

**Robert Mayer,**  
Administrateur

**Marion Moist,**  
Administratrice

**Arnold Ouskan,**  
Administrateur

**Kevin Rebeck,**  
Administrateur



## TROISIÈME RANGÉE

**Gerald Rosenby,**  
Administrateur

**David Schioler,**  
Administrateur





## MESSAGE DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

**Je suis heureux de faire rapport de ce qui a été un autre exercice couronné de succès pour la Société des alcools. En versant un montant de 284 millions de dollars au gouvernement provincial, la Société a dépassé ses objectifs financiers pour l'exercice. Elle a réuni des fonds qui serviront à soutenir des initiatives, des programmes et des services gouvernementaux essentiels qui profitent à tous les Manitobains.**

Si on pouvait résumer l'exercice 2013-2014 par un seul mot, ce serait le mot « progrès ». Année-clé de notre transition vers une société fusionnée, l'exercice 2013-2014 a été témoin de la pose de nombreux jalons, notamment le regroupement des services offerts par plus de 420 employés de la Société des alcools et de la Corporation manitobaine des loteries. Ce regroupement a été un point pivot de notre transition et a rassemblé des employés provenant de secteurs fonctionnels communs. Cela a offert aux employés la possibilité d'être exposés aux deux secteurs de nos activités.

Même si les activités entourant la fusion ont constitué un point central durant l'exercice, notre engagement en faveur de l'offre de services de haute qualité à notre clientèle ne s'est jamais démenti. Au cours de l'exercice, nous avons ouvert le premier magasin d'alcools avec service complet à Winkler (Manitoba), nous avons déménagé les magasins d'alcools du centre commercial Fort Richmond et de Brandon Sud, nous avons ouvert un nouveau magasin-boutique express dans le quartier de Charleswood et nous avons lancé officiellement « Distinctions », un ajout unique au magasin d'alcools du centre commercial Grant Park qui met en vedette des produits rares et uniques.

L'exercice 2013-2014 a également été témoin de la poursuite de notre mandat de responsabilité sociale afin de veiller à ce que celle-ci soit intégrée à toutes nos activités. Qu'il s'agisse de promouvoir la vente et la consommation responsables des boissons alcoolisées ou d'intégrer le développement durable dans nos pratiques commerciales, la responsabilité sociale a continué d'être une de nos valeurs essentielles. Au cours de l'automne dernier, nous avons été heureux d'accueillir la réunion annuelle du Comité de la responsabilité sociale de l'Association canadienne des

régies d'alcool. Rassemblant des représentants des régies provinciales et territoriales de l'ensemble du Canada, la réunion a offert une excellente possibilité d'échanger des idées et des initiatives au sujet de la responsabilité sociale.

Un des éléments de base de la responsabilité sociale consiste à redonner à la collectivité. En utilisant la famille des marques *Manitoba Liquor & Lotteries* nous avons continué à soutenir des centaines d'organismes de bienfaisance de la province. L'an dernier, nous nous sommes engagés à verser 1,35 million de dollars sur trois ans pour la recherche sur l'ensemble des troubles causés par l'alcoolisation foetale (ETCAF) au Consortium Canada-Israël sur l'alcoolisation foetale, qui est affilié à l'Université du Manitoba. Dans nos magasins d'alcools, les programmes de sollicitation de la clientèle ont permis de recueillir des milliers de dollars pour la Fondation des maladies du cœur du Manitoba et la Croix-Rouge canadienne en soutien aux victimes du typhon Haiyan.

Au cours de l'exercice, la Société a encore une fois été honorée de remporter le Prix canadien du commerce équitable pour son engagement envers cette cause. J'ai également le plaisir de mentionner que pour la huitième année consécutive, la Société a été nommée conjointement avec la Corporation manitobaine des loteries un des vingt-cinq meilleurs employeurs au Manitoba dans le cadre du concours des cent meilleurs employeurs au Canada.

Pour conclure, j'aimerais remercier tous les membres du Conseil des commissaires, du Comité de la haute direction et du personnel pour leur enthousiasme, leur dévouement et leur engagement continu tout au long de l'année. Nos réalisations et nos réussites ont été le résultat d'un véritable effort d'équipe.

Winston Hodgins

# COMITÉ DE LA HAUTE DIRECTION

## PREMIÈRE RANGÉE

**Winston Hodgins,**  
Président-directeur général

**Tracy Graham,**  
Chef des services financiers

**Peter Hak,**  
Chef des services généraux  
de la corporation

**Peter Kenyon,**  
Chef de l'exploitation



## DEUXIÈME RANGÉE

**Larry Wandowich,**  
Chef des relations avec  
la collectivité et de la  
commercialisation

**Robert Holmberg,**  
Vice-président  
Exploitation des alcools

**Susan Olynik,**  
Vice-présidente  
Communications  
corporatives et  
responsabilité sociale

**Wayne Perfumo,**  
Vice-président  
Divertissement et hospitalité



## TROISIÈME RANGÉE

**Marilyn Robinson,**  
Vice-présidente  
Intégration

**Dan Sanscartier,**  
Vice-président  
Exploitation du jeu

**Signy Shaw,**  
Directrice  
administrative principale  
Vérification interne et  
conformité d'entreprise





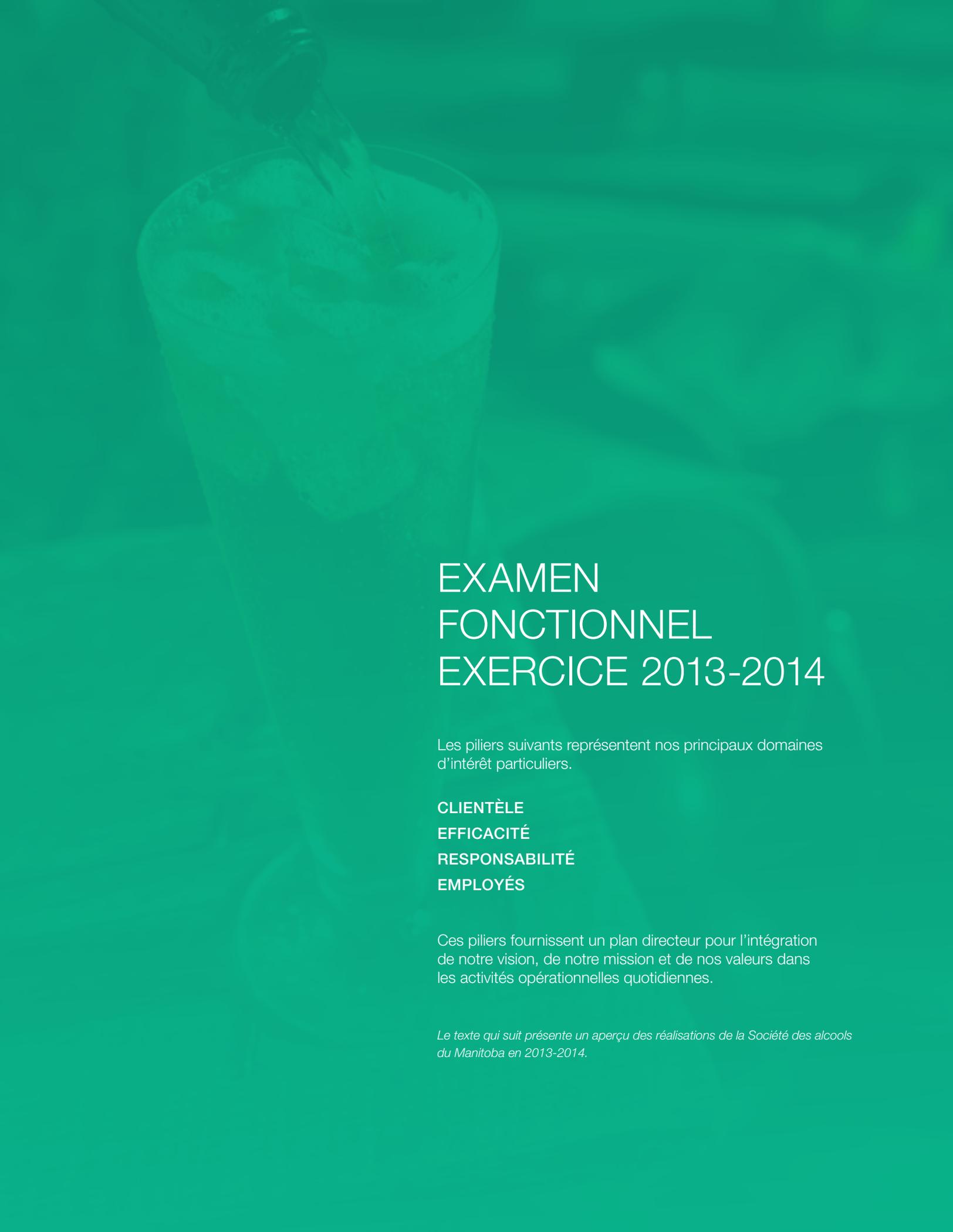
# FUSION DE LA SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU MANITOBA ET DE LA CORPORATION MANITOBAINE DES LOTERIES

Le 1<sup>er</sup> avril 2014, la Société des alcools du Manitoba a fusionné officiellement avec la Corporation manitobaine des loteries lors de l'adoption de la *Loi sur la Société manitobaine des alcools et des loteries*. Les services réglementaires de la Société des alcools ont été transférés à la Commission de la régie du jeu du Manitoba pour créer un nouvel organisme de réglementation, la Régie des alcools et des jeux du Manitoba.

L'exercice 2013-2014 s'étant terminé avant l'adoption des nouvelles mesures législatives, les deux anciens organismes, la Société des alcools et la Corporation manitobaine des loteries, ont produit des rapports annuels distincts.

La Société des alcools a reçu le mandat de réglementer, distribuer et vendre des boissons alcoolisées dans la province du Manitoba. La Société exploite 56 magasins d'alcools et magasins-boutiques express qui produisent des revenus pour le gouvernement provincial afin de soutenir des programmes, des services et des initiatives qui profitent à tous les Manitobains.

Tout au cours de l'exercice 2013-2014, la Société des alcools et la Corporation manitobaine des loteries ont collaboré à l'organisation d'activités, guidées par la vision, la mission et les valeurs élaborées pour la nouvelle entité fusionnée. L'exercice a également été témoin de l'élaboration supplémentaire de piliers et d'objectifs pour les activités de cette dernière afin de lui offrir une orientation stratégique. Le présent rapport annuel est structuré en fonction de quatre piliers stratégiques de la Société manitobaine des alcools et des loteries dans le secteur des alcools.



# EXAMEN FONCTIONNEL EXERCICE 2013-2014

Les piliers suivants représentent nos principaux domaines d'intérêt particuliers.

**CLIENTÈLE**  
**EFFICACITÉ**  
**RESPONSABILITÉ**  
**EMPLOYÉS**

Ces piliers fournissent un plan directeur pour l'intégration de notre vision, de notre mission et de nos valeurs dans les activités opérationnelles quotidiennes.

*Le texte qui suit présente un aperçu des réalisations de la Société des alcools du Manitoba en 2013-2014.*

# CLIENTÈLE

*Maintenir la satisfaction des clients et étendre notre clientèle.*

## RÉSEAU DE VENTE AU DÉTAIL

En plus de 52 magasins d'alcools et de 4 magasins-boutiques express, la province compte 170 vendeurs d'alcools privés dans les régions rurales du Manitoba, 4 boutiques hors taxes, 260 vendeurs de bière privés et 8 magasins de vins de spécialité. Une telle distribution offre un équilibre entre les magasins de détail privés et publics, tout en assurant que les consommateurs manitobains profitent de prix uniformes dans l'ensemble de la province.

## NIVEAU DE SATISFACTION DU SERVICE À LA CLIENTÈLE DES MAGASINS D'ALCOOLS

Cible	100 %
Réel	93 % (Winnipeg et Brandon) 91 % (régions rurales)

## AMÉNAGEMENT DES MAGASINS D'ALCOOLS

La Société s'est engagée à offrir une expérience d'achat pratique et moderne à ses clients et pour ce faire, elle a mis en œuvre un programme continu de rénovation et de modernisation de ses magasins d'alcools. En 2013-2014, les magasins suivants ont été construits, rénovés ou agrandis :

### Winnipeg

- Centre commercial Fort Richmond

### Régions rurales

- Brandon Sud
- Winkler

Des rénovations sont en cours dans les magasins d'alcools Northdale à Winnipeg et de Steinbach.

À la fin de l'exercice 2013-2014, la construction des magasins d'alcools suivants de Winnipeg était en cours de planification ou d'exécution :

- Spring Meadow Square
- Sage Creek Village Centre



(À partir de la gauche) Robert Holmberg, vice-président, exploitation des alcools, Ron Lemieux, ministre responsable de la Loi sur la Société manitobaine des alcools et des loteries, Ryan Potter, gérant de magasin, et Al Roney, directeur général administratif, Magasins de détail, célèbrent l'ouverture du nouveau magasin d'alcools de Winkler.

Produits rares et uniques dans la section Distinctions du magasin d'alcools du centre commercial Grant Park.

## MAGASINS-BOUTIQUES EXPRESS

Dans le cadre de la stratégie visant l'industrie de l'accueil, des magasins-boutiques express ont été ajoutés à la combinaison de détaillants publics et privés en 2011-2012. Ces nouveaux points de vente au détail proposent une liste des vins, spiritueux et bières les plus populaires et offrent une commodité accrue aux Manitobains.

En 2013-2014, un nouveau magasin-boutique express a ouvert ses portes au centre commercial Park West à Charleswood. Il s'agit du quatrième magasin-boutique express à ouvrir ses portes dans la province. Il se joint à l'emplacement de l'Aéroport international James A. Richardson, du magasin Safeway de Pembina Village à Winnipeg et du magasin de Brandon West End, situé dans un magasin Sobeys.

À la fin de l'exercice, un cinquième magasin-boutique express, situé dans le magasin Real Canadian Superstore à l'angle du chemin Gateway et de l'avenue McLeod à Winnipeg, en était aux dernières étapes de planification et devrait ouvrir ses portes au cours de l'exercice 2014-2015.

Au cours de l'exercice 2014-2015, la Société manitobaine des alcools et des loteries continuera de préciser activement ses plans et de négocier les exigences pour l'ouverture des cinq magasins-boutiques express restants, tel que l'annonçait la stratégie visant l'industrie de l'accueil.

## FORMATION SUR LES PRODUITS

Les ambassadeurs de produits de la Société ont animé 92 séances publiques de dégustation et de formation sur les produits auprès de plus de 2 940 participants au cours de l'exercice. Les cours comprennent des séances d'appréciation du vin, des séminaires sur le scotch et des séances sur l'accord des boissons et des aliments. À Winnipeg, les cours ont été offerts dans les centres de formation des magasins des centres commerciaux Madison Square et Grant Park, ainsi que dans la salle de dégustation du siège social de la Société. Dans les régions rurales, les cours sont donnés à divers endroits.

La Société s'est engagée à faire en sorte que le personnel des magasins d'alcools soit bien informé de toutes les catégories de produits. Durant l'exercice 2013-2014, elle a donné 78 séances de formation aux conseillers en produits et au personnel des magasins d'alcools et du siège social, notamment le cours sur la connaissance de base des produits et le cours supérieur sanctionné par un certificat.

Les magasins d'alcools de la Société ont continué de soutenir *Great Tastes of Manitoba*, l'émission de cuisine classée en tête au Manitoba. Ben Rusch, directeur de la formation sur les produits de la Société, et Sheila Nash, ambassadrice de produits, étaient les spécialistes des produits de l'émission. Ils ont recommandé des vins et des spiritueux qui correspondaient parfaitement aux plats préparés durant l'émission.

## RÉPERTOIRE DES PRODUITS DE LA SOCIÉTÉ DES ALCOOLS

L'offre du bon produit à un bon prix et au bon moment est une des clés de la réussite de la Société des alcools en matière de service à la clientèle. Le suivi des tendances en matière de ventes et de produits aide à offrir une vaste sélection de produits aux consommateurs. Pour que la sélection soit appropriée, de nouveaux produits sont ajoutés et des produits peu populaires sont retirés des étagères tout au long de l'année. En 2013-2014, 738 produits ont été retirés de la sélection de la Société, tandis que 605 nouveaux produits ont été ajoutés.

Répertoire des produits au 31 mars 2014

### Spiritueux

Liste générale – 517 Liste des spécialités – 363

### Vins

Liste générale – 1 044 Liste des spécialités – 1 336

### Bières

Distribuées par la Société – 143 Distribuées par les vendeurs privés – 682

### Boissons rafraîchissantes (panachés et cidres)

Liste générale – 67 Liste des spécialités – 23

### Total

4 175 produits actifs

*Nota. Les produits de la liste générale sont habituellement des produits ayant un volume de ventes hautes. Les produits de la liste des spécialités affichent un volume de ventes plus faible. Il s'agit de produits uniques qui complètent la sélection générale des produits de la Société.*

*Les bières distribuées par la Société des alcools sont habituellement des bières artisanales dans des contenants d'une portion qui sont achetées et distribuées par la Société. La grande majorité des bières de la province est distribuée par le secteur privé. Les marques de bière populaires sont distribuées par des distributeurs privés sous contrat qui sont autorisés par la Société des alcools.*





# EFFICACITÉ

*Susciter une croissance rentable  
et offrir des produits de qualité,  
tout en embrassant l'innovation.*

## RÉSULTATS EN MATIÈRE DE RENDEMENT FINANCIER

Bénéfice net et résultat global

Cible	278,4 M\$
<b>Réel</b>	<b>284,1 M\$</b>

Le bénéfice net et le résultat global de l'exercice sont supérieurs de 5,7 M\$ ou 2,0 % au montant prévu dans le budget. Les ventes et les volumes ont été inférieurs aux prévisions dans toutes les catégories, sauf les boissons rafraîchissantes (cidre et panachés), pour des ventes de 20,9 M\$, ou 2,9 %, en deçà du budget. Le bénéfice brut s'est chiffré à 11,6 M\$, soit 3,1 % en deçà du budget.

Les frais d'exploitation, qui comprennent les charges administratives, les dotations et paiements, ainsi que les éléments inclus dans les autres éléments du résultat global (perte) liés à la provision pour les prestations et les indemnités de retraite des employés, se chiffraient à 17,4 M\$ ou à 18,0 % en deçà du budget. Les charges liées au régime de retraite ont été inférieures de 9,5 M\$ au budget en raison, surtout, des gains sur les actifs du régime de 8,6 M\$ de plus que prévu. Les salaires et avantages à court terme se sont inscrits à 3,4 M\$, ou 7,3 %, sous le budget grâce à des stratégies de gestion relatives aux postes vacants et aux nouveaux postes et à des besoins en personnel moins élevés dans les magasins d'alcools. Les autres charges administratives ont fait l'objet d'une gestion minutieuse et se sont inscrites à 4,6 M\$ sous le budget.

## PART DE MARCHÉ POUR LES PRODUITS DE LUXE OU DE QUALITÉ SUPÉRIEURE

En 2013-2014, la Société a continué de concentrer ses efforts de commercialisation sur la promotion des produits de qualité supérieure (*premiumisation*). Les résultats de fin d'exercice pour les spiritueux laissent encore une fois entendre que le déplacement des achats vers les produits de qualité supérieure se poursuit.

Cible	69,0 %
<b>Réel</b>	<b>69,8 %</b>





## PRODUCTIVITÉ ET RAPPORT COÛT-EFFICACITÉ

La Société examine annuellement la productivité et le rapport coût-efficacité de ses stratégies afin de déterminer le moyen le plus efficace de gérer les stocks. Des cibles de productivité sont établies à la fois pour les magasins d'alcools et le Centre de distribution.

### MAGASINS D'ALCOOLS

#### Éléments mesurés

Productivité (nombre d'unités par heure travaillée)

#### Winnipeg

Cible	34,0
<b>Réalisé</b>	<b>34,2</b>

#### Régions rurales

Cible	30,0
<b>Réalisé</b>	<b>30,4</b>

### CENTRE DE DISTRIBUTION

#### Éléments mesurés

#### Nombre de caisses manipulées par heure travaillée

Cible	29,6
<b>Réalisé</b>	<b>30,9</b>

#### Rotation des stocks (moyenne mobile sur 12 mois)

Cible	7,0
<b>Réalisé</b>	<b>6,5</b>

#### Niveau de service des stocks

Cible	97,0 %
<b>Réalisé</b>	<b>98,6 %</b>

## PROJET DE MARCHANDISAGE CENTRALISÉ POUR LES MAGASINS AU DÉTAIL

En centralisant ses activités de sélection de produits et de réapprovisionnement des magasins d'alcools, la Société sera en mesure de gérer plus efficacement sa chaîne d'approvisionnement, s'assurant ainsi que les bons produits sont au bon endroit au bon moment, tout en permettant au personnel des magasins de consacrer plus de temps aux activités directement liées à la vente et au service à la clientèle.

La mise en œuvre de la première phase du projet a été réussie, tel que prévu, en juin 2013. C'est pourquoi tous les magasins d'alcools sont désormais réapprovisionnés de manière centrale. Les efforts pour compléter la deuxième phase du projet, soit la composante de prévision, sont en cours et l'on s'attend au début d'un projet pilote au début de l'exercice 2014-2015. Les éléments de veille économique du projet devraient aussi être mis en œuvre au début de l'exercice 2014-2015.



# RESPONSABILITÉ

*S'engager en faveur de l'intégrité des affaires, de l'investissement communautaire et des pratiques de protection de l'environnement, et encourager l'utilisation responsable de nos produits et services.*

## RESPONSABILITÉ SOCIALE — MISE À JOUR DES PROGRAMMES

- De nouvelles mesures législatives ont été déposées pour l'affectation annuelle de 2 % du bénéfice net de la nouvelle Société manitobaine des alcools et des loteries aux initiatives de responsabilité sociale en matière de boissons alcoolisées et de jeux de hasard.
- La Société manitobaine des alcools et des loteries participe activement à l'élaboration de la première stratégie sur l'alcool du Manitoba. La stratégie veut soutenir une culture de responsabilité dans la province et se concentrer sur la prévention et la réduction des méfaits liés à la consommation de boissons alcoolisées. Dans le cadre de notre engagement à promouvoir la vente et la consommation responsables des boissons alcoolisées, nous collaborerons étroitement avec nos partenaires provinciaux et les parties intéressées en vue de l'amélioration continue de nos programmes qui soutiennent les priorités provinciales en matière de responsabilité sociale.
- Être un consommateur informé est essentiel pour prendre des décisions saines au sujet de la consommation d'alcool. C'est pourquoi nous veillons à distribuer une masse de renseignements et d'outils publics faciles à comprendre au sujet de l'alcool et la grossesse, de la consommation occasionnelle excessive d'alcool et de la conduite avec facultés affaiblies. Nous encourageons aussi les parents à discuter avec leurs enfants de l'alcool et des risques liés à la consommation précoce de boissons alcoolisées.
- En 2013-2014, la campagne d'information publique *Soyez l'influence* a été rafraîchie avec du nouveau matériel de sensibilisation visant à aider les parents à discuter avec leurs enfants de la consommation responsable des boissons alcoolisées. La campagne met l'accent sur le rôle des parents et leur influence importante sur les enfants et les jeunes en ayant recours au thème suivant : « Si vous ne discutez pas de l'alcool avec vos enfants, qui le fera? » Sur le site Web [betheinfluence.org](http://betheinfluence.org), les parents peuvent trouver de l'information sur l'alcool et ses effets, sur les Directives de consommation d'alcool à faible risque du Canada, sur les principales

influences exercées sur les choix des enfants en matière d'alcool, sur la façon de parler d'alcool aux enfants et sur des ressources de soutien.

## RESPONSABILITÉ SOCIALE DANS LES MAGASINS D'ALCOOLS

Pour lutter contre la consommation d'alcool par des mineurs, les employés des magasins d'alcools demandent une preuve d'identité aux clients qui semblent avoir moins de 25 ans. On s'attend des employés qu'ils demandent une carte-photo d'identité chaque fois que cela est nécessaire. Pour s'en assurer, la Société a recours à des acheteurs professionnels qui fréquentent les magasins. Si un magasin d'alcools n'obtient pas une note de 100 %, des mesures correctives, qui comprennent des séances de formation du personnel, sont adoptées.

Cible Note de 100 % par magasin

Réel Taux d'ensemble de 93 %

If you're not talking to your kids about alcohol,  
**WHO IS?**  
Kids are exposed to messages about alcohol, every day. As a parent,  
you are the biggest influence. Learn how to start the conversation at  
[betheinfluence.org](http://betheinfluence.org)



## VÉRIFICATIONS ET REFUS DE SERVICE

En plus de demander une preuve d'âge aux clients, les employés des magasins d'alcools refusent de servir les clients intoxiqués.

	2013-2014	2012-2013
Demandes de preuve d'âge	610 407	522 917
Refus de service – mineurs	13 006	14 095
Refus de service – personnes intoxiquées	17 693	15 337

## DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Société s'est engagée à l'égard de l'intégration du développement durable dans toutes ses décisions, initiatives et activités commerciales. En 2013-2014, nous avons continué de mettre l'accent sur les éléments qui suivent.

- L'intégration des concepts du bâtiment écologique et de l'utilisation de produits, matériaux, équipement et appareils écologiques dans la construction et des projets de rénovation des magasins d'alcools. En 2013-2014, de nouveaux magasins ont été construits à Fort Richmond, Winkler et Brandon Sud. Les éléments durables des magasins comprennent les suivants : installation d'un éclairage écoénergétique; installation d'appareils économiseurs d'eau dans les toilettes et les cuisines; utilisation de matériaux de construction à faible taux d'émission, comme des peintures, des colles, des produits de scellement et des produits de bois composite sans formaldéhyde, afin d'améliorer la qualité de l'air intérieur; utilisation de produits ligneux certifiés par le Forest Stewardship Council en soutien à la gestion responsable des forêts.

- La surveillance et l'évaluation des activités de gestion des déchets dans tous les locaux de la Société. En 2013-2014, des vérifications des déchets ont été effectuées dans un échantillon de magasins d'alcools urbains et ruraux. Les vérifications ont été menées pour déterminer les taux de récupération des matières recyclables produites par les magasins. À l'exception des verres à dégustation en plastique, le taux de récupération des matières recyclables a été établi à plus de 75 % à tous les emplacements. Des processus ont été mis en œuvre pour soutenir le recyclage des verres à dégustation dans tous les magasins d'alcools.

## COMMERCE ÉQUITABLE ET PRODUITS BIOLOGIQUES

Le commerce équitable est un mouvement socialement responsable qui soutient les pratiques éthiques, sociales, environnementales et de travail partout dans le monde. Il préconise le développement durable, la transparence commerciale et le paiement de prix justes pour aider les producteurs et les travailleurs des pays en développement. En octobre 2013, la Société a eu l'honneur encore une fois de remporter le Prix canadien du commerce équitable pour son engagement envers la cause. Cette récompense marquait la deuxième année consécutive de la reconnaissance des magasins d'alcools du Manitoba dans la catégorie des régies d'alcool provinciales.

In 2013/14, Liquor Marts carried over twenty fair trade products and over forty organic products.

## DIVULGATION D'ACTES RÉPRÉHENSIBLES

La Société n'a aucune divulgation à signaler pour l'exercice 2013-2014.



On a eu recours aux concepts du bâtiment écologique pour la construction du nouveau magasin d'alcools de Fort Richmond.



Nous sommes fiers d'avoir été encore une fois un commanditaire provincial d'Opération Nez rouge. Notre soirée de bénévolat pour le programme a fait appel à des employés de la Société des alcools et de la Corporation manitobaine des loteries.



Plongée dans l'esprit d'Opération Nez rouge lors de la soirée de bénévolat de l'entreprise.



La bonne humeur ne manquait pas lors du deuxième Festival annuel du whisky de Winnipeg en soutien au Temple de la renommée du Manitoba.

## SOUTIEN COMMUNAUTAIRE

Le soutien communautaire est une composante majeure de l'engagement de la Société à l'égard de la responsabilité sociale. Ce soutien se manifeste par le parrainage d'événements et d'organismes communautaires, culturels, artistiques, sanitaires et sportifs, par des dons pour encans silencieux dans le cadre d'événements de financement sans but lucratif et par des activités de collecte de fonds dans les magasins.

À titre de service fusionné, le Service des relations avec la collectivité fait la promotion de la famille des marques *Manitoba Liquor & Loteries* au cours de centaines d'événements partout dans la province.



## FESTIVALS DU VIN ET SÉANCES DE DÉGUSTATION

Les magasins d'alcools aident les collectivités urbaines et rurales à organiser des événements de dégustation qui servent d'activités de financement pour les organismes communautaires et caritatifs. Ces événements donnent aussi à la Société la possibilité de rehausser la connaissance de ses produits. L'événement le plus important est le Festival du vin de Winnipeg qui est organisé au bénéfice des Jeux Olympiques spéciaux Manitoba.

Collectivité	Organisme récipiendaire
Brandon	Westman Wine Festival en soutien au Club Rotary de Brandon – Elspeth Reid Family Resource Centre
Dauphin	Club Rotary de Dauphin
Flin Flon	Flin Flon Bombers
Lac du Bonnet	Club Lions de Lac du Bonnet
Portage la Prairie	Centre William Glesby
Roblin	Roblin Life & Art Centre
Russell	Russell Recreation Commission – projet Russell Regional Multiplex
Thompson	Thompson Community Foundation
Virten	Fondation des maladies du cœur du Manitoba
Winnipeg	Festival du vin de Winnipeg en soutien aux Jeux Olympiques spéciaux Manitoba
Winnipeg	Flatlander's Beer Festival en soutien à la Winnipeg Jets True North Foundation
Winnipeg	Festival du whisky de Winnipeg en soutien au Temple de la renommée du Manitoba

## ÉQUIPE IMPACT

L'un des moyens que nous utilisons pour engager les Manitobains et faire connaître nos programmes est l'équipe IMPACT. Ces athlètes ambassadeurs ont réussi individuellement dans leurs sports respectifs aux paliers national et international les plus élevés. Ils échangent leurs propres histoires, y compris leurs défis personnels et leurs idées, à titre de conférenciers devant des collectivités et des groupes variés. L'équipe est également active dans toute la province en participant aux événements communautaires et en se joignant aux célébrations. Pour inviter un membre de l'équipe à une activité de votre collectivité, salle de classe ou organisme, il suffit de se rendre sur le site Web [www.mbill.ca](http://www.mbill.ca).

### Équipe IMPACT

- **Janine Hanson**, médaillée olympique d'argent, équipe canadienne féminine d'aviron à 8.
- **Jared Funk**, triple médaillé paralympique, rugby masculin en fauteuil roulant.
- **Reid Carruthers**, médaillé d'or, Championnat mondial de curling.
- **Kaitlyn Lawes**, médaillée olympique d'or, curling féminin.
- **Obby Khan**, Winnipeg Blue Bombers, joueur à la retraite.

*Équipe IMPACT. (Dans le sens horaire, de g. à dr.) : Kaitlyn Lawes, Janine Hanson, Obby Khan, Reid Carruthers et Jared Funk.*



# EMPLOYÉS

*Mettre en place une culture commune avec une main-d'œuvre diversifiée, engagée et compétente dans un milieu de travail respectueux et sécuritaire.*

**En raison de la fusion de la Société des alcools du Manitoba et de la Corporation manitobaine des loteries, l'exercice 2013-2014 a été une année de transition pour un bon nombre des programmes de ressources humaines de la Société des alcools.**

## DIVERSITÉ

La Société a continué de soutenir la diversité en milieu de travail par le biais de programmes de stages pour les Autochtones et les nouveaux arrivants, de la création d'un comité de la diversité, du programme de la Language Bank, de la Semaine de la diversité et de la journée « Invitons nos jeunes au travail ».

### Taux de représentation pour l'équité

Femmes	53,0 %
Minorités visibles	5,5 %
Autochtones	9,3 %
Personnes handicapées	4,3 %

## REGROUPEMENT DES SERVICES

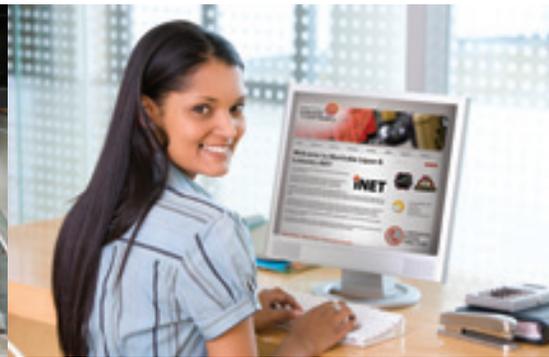
En mai 2013, environ 420 employés ont participé à une réinstallation à l'échelle de l'entreprise fusionnée qui a combiné des services complémentaires de la Société des alcools et de la Corporation manitobaine des loteries. Cet effort logistique majeur a été soigneusement planifié pour éviter de perturber les fonctions opérationnelles et le service à la clientèle. La réinstallation a marqué une transition importante en combinant les activités quotidiennes de deux organismes, tout en réduisant grandement la nécessité pour certains employés de répartir leur temps entre des lieux de travail multiples.



*Jour de déménagement.*



*Les ambassadeurs bénévoles du changement de la Société des alcools et de la Corporation manitobaine des loteries offrent des renseignements sur la fusion et du soutien à leurs collègues.*



*Le nouveau site intranet des employés offre des nouvelles et des renseignements précieux au personnel de tous les secteurs opérationnels.*



## FORMATION

Les employés ont continué de s'inscrire aux cours normalisés de la Société, qui comprennent des cours sur la connaissance des produits, le service à la clientèle, la santé et la sécurité, la sécurité et la gestion.

En 2013-2014, deux nouveaux cours d'apprentissage en ligne (Ergonomie au bureau et Milieu de travail respectueux) ont été offerts aux employés. De plus, un certain nombre de nouveaux autres cours en ligne ont été préparés au cours de l'exercice et seront présentés en 2014-2015.

La Société a maintenu des séances de formation en classe sur les sujets suivants : Vérifications et refus de service, Intervention non violente en situation d'urgence, Réanimation cardiorespiratoire et premiers soins, Formation sur les produits. De plus, la Société a élaboré et présenté au personnel une mise à jour sur une politique (Examen de la politique sur la sécurité de la technologie de l'information), ainsi qu'un cours présentant les modifications apportées à la politique et à la procédure en raison de la fusion de la Division des services réglementaires de la Société des alcools et de la Commission de la régie du jeu du Manitoba (Sommaire des modifications apportées à l'octroi des licences et permis et aux inspections).

## SANTÉ ET MIEUX-ÊTRE

La Société a continué de souligner l'importance et les bienfaits d'un mode de vie sain par le biais des activités suivantes :

- Des événements ont été organisés dans le cadre de la Semaine du mieux-être à plusieurs endroits en mettant de l'avant le thème « La santé mentale au travail ». Des renseignements et des trousseaux d'information ont été distribués à tous les magasins d'alcools.
- La clinique de vaccination antigrippale annuelle a été offerte aux employés des bureaux d'entreprise et des deux casinos afin de les préparer à la période de la grippe.



*Irene Cielen, consultante en ressources humaines, Formation et Santé et sécurité au travail, et Cheryl Mihalus, consultante principale en santé et sécurité, célèbrent la Semaine nord-américaine de la sécurité et de la santé au travail (SNASST).*



*Des employés de la Société des alcools et de la Corporation manitobaine des loteries participent au Défi de remorquage d'avion 2013 de Centraide.*

## SÉCURITÉ AU TRAVAIL

La santé et la sécurité ont continué d'être une priorité pour la Société par le biais des activités suivantes :

- La Société des alcools et la Corporation manitobaine des loteries ont reçu la reconnaissance conjointe du prix provincial annuel pour la meilleure représentation d'un thème par l'organisme responsable de la SNASST qui était commandité par la Société canadienne de la santé et de la sécurité au travail (SCSST). Le personnel a célébré la SNASST en produisant une vidéo sur la sécurité qui mettait en vedette des employés, en organisant un concours de slogans et des activités et en offrant des prix.
- Des brochures sur la sécurité-incendie ont été distribuées à tous les employés. Des séances d'information ont offert au personnel des explications sur les procédures d'évacuation propres à leur site.
- La Société des alcools et la Corporation manitobaine des loteries ont participé conjointement au programme annuel « Invitons nos jeunes au travail ». Les jeunes ont reçu des explications sur leurs droits, sur la façon de poser des questions et sur l'importance de la sécurité au travail par le biais de vidéos, de scénarios d'accident et de prospectus.

## DONS DES EMPLOYÉS

Les employés de la Société des alcools et de la Corporation manitobaine des loteries ont une longue tradition de bénévolat et de contribution à leurs collectivités respectives. Un des avantages de la fusion est le fait que les employés découvrent d'autres possibilités de participer et d'unir leurs forces pour la collectivité. En 2013-2014, les employés ont soutenu de nombreuses campagnes importantes d'organismes tels que Centraide, la Société canadienne du sang, la Children's Rehabilitation Foundation, le Christmas Cheer Board, la All Charities Campaign et d'autres.

## ÉQUIPE D'INNOVATION (iTEAM)

L'équipe d'innovation a continué de se réunir périodiquement pour examiner et mettre en œuvre les idées soumises par les employés. Parmi les idées adoptées en 2013-2014, il y a celles-ci : recyclage des palettes de livraison, vérification des déchets effectuée dans deux magasins d'alcools ruraux, collecte de sous en soutien au Christmas Cheer Board.

En 2013-2014, l'équipe d'innovation a accru le nombre de ses membres en intégrant des représentants de la Corporation manitobaine des loteries. Elle continuera d'examiner et de mettre en œuvre les idées soumises par les employés de l'entreprise fusionnée.



# ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE 2013-2014

Du 1<sup>er</sup> avril 2013 au 31 mars 2014

## RAPPORT DE LA DIRECTION

La responsabilité des états financiers ci-joints incombe à la direction. Ces états financiers ont été dressés selon les conventions comptables qui y sont énoncées et intègrent les Normes internationales d'information financière. De l'avis de la direction, les états financiers ont été établis suivant les règles de l'art dans les limites raisonnables de l'importance relative et intègrent le meilleur jugement de la direction quant à l'ensemble des estimations nécessaires ainsi que toutes les autres données disponibles. Sauf indication contraire, l'information financière figurant ailleurs dans le rapport annuel est cohérente avec celle présentée dans les états financiers.

Il incombe à la direction de mettre en place et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information et des contrôles internes relatifs à l'information financière de la Société. La direction a conçu ces contrôles internes, ou les a fait concevoir sous sa supervision, afin de donner une assurance raisonnable de la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers à des fins externes conformément aux Normes internationales d'information financière.

La direction maintient des contrôles internes afin de donner une assurance raisonnable de la fiabilité et de l'exactitude de l'information financière et pour protéger adéquatement les actifs. Dans le cadre de sa mission d'audit des états financiers, le cabinet Ernst & Young s.r.l./ S.E.N.C.R.L. a examiné les contrôles internes de la Société dans la mesure où il le jugeait nécessaire et a fait rapport de ses constatations à la direction et au Conseil des commissaires.

La responsabilité d'Ernst & Young s.r.l./ S.E.N.C.R.L. consiste à exprimer une opinion indépendante à savoir si les états financiers sont présentés équitablement conformément aux Normes internationales d'information financière. Le rapport de l'auditeur indépendant décrit la portée de l'audit et inclut l'opinion de l'auditeur.

Le comité de vérification, de technologie et de gestion du risque du Conseil rencontre la direction et Ernst & Young s.r.l./ S.E.N.C.R.L. pour s'assurer que chaque groupe s'est acquitté adéquatement de ses responsabilités respectives et pour examiner les états financiers avant de les approuver. Le Conseil a examiné et approuvé les états financiers de l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 2014.



**Winston Hodgins**  
Président-directeur général



**Tracy Graham**  
Directrice des finances



# INDEPENDENT AUDITORS' REPORT

To the Board of Commissioners of  
**The Liquor Control Commission**

We have audited the accompanying financial statements of **The Liquor Control Commission**, which comprise the statement of financial position as at March 31, 2014, and the statements of net profit and comprehensive income, payable to the Province of Manitoba and cash flows for the year then ended, and a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

## Management's responsibility for the financial statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements in accordance with International Financial Reporting Standards, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

## Auditors' responsibility

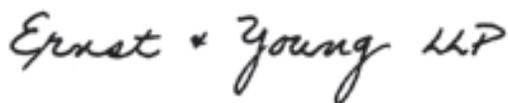
Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on the auditors' judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditors consider internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

## Opinion

In our opinion, the financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of **The Liquor Control Commission** as at March 31, 2014, and the results of its operations, payable to the Province of Manitoba and its cash flows for the year then ended in accordance with International Financial Reporting Standards.



**Chartered Accountants**

Winnipeg, Canada,  
June 6, 2014.

# STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

(in thousands of Canadian dollars)

As at March 31

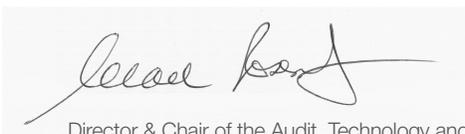
	Notes	2014 \$	2013 \$
<b>ASSETS</b>			
<b>Current Assets</b>			
Cash		10,154	14,906
Trade and other receivables		24,407	22,134
Inventory	7	40,701	41,725
Prepaid expenses		1,361	1,514
		<b>76,623</b>	<b>80,279</b>
<b>Non-Current Assets</b>			
Property and equipment, net	8	38,916	37,327
Intangible assets, net	9	6,389	7,142
		<b>45,305</b>	<b>44,469</b>
		<b>121,928</b>	<b>124,748</b>
<b>LIABILITIES</b>			
<b>Current Liabilities</b>			
Trade and other payables		45,862	47,095
Goods and Services Tax payable		1,134	2,041
Manitoba Retail Sales Tax payable		2,010	1,870
Payable to the Province of Manitoba		50,087	42,109
Environmental Protection Tax payable		151	157
		<b>99,244</b>	<b>93,272</b>
<b>Non-Current Liabilities</b>			
Provision for employee pension benefits	10	15,714	24,308
Provision for retirement allowances	11	6,970	7,168
		<b>22,684</b>	<b>31,476</b>
		<b>121,928</b>	<b>124,748</b>

See accompanying notes to the financial statements

On behalf of the Commission:



Director & Chair of the Board



Director & Chair of the Audit, Technology and Risk Management Committee

# STATEMENT OF NET PROFIT AND COMPREHENSIVE INCOME

(in thousands of Canadian dollars)

Year ended March 31

	Notes & Schedules	2014 \$	2013 \$
<b>Sales</b>	Schedule	694,188	676,310
Cost of sales	Schedule	334,392	334,299
<b>Gross profit</b>	Schedule	359,796	342,011
Other income	12	3,374	4,019
		363,170	346,030
General and administrative expenses	10, 11 & 13	83,475	78,170
Allocations and payments	14	3,328	253
<b>Net profit</b>		276,367	267,607
Other comprehensive income (loss)	10 & 11	7,720	(6,998)
<b>Total comprehensive income for the year</b>		284,087	260,609

See accompanying notes to the financial statements

# STATEMENT OF PAYABLE TO THE PROVINCE OF MANITOBA

(in thousands of Canadian dollars)

	\$
<b>Balance, March 31, 2012</b>	39,048
Net profit and comprehensive income for the year	260,609
Transfers to Province of Manitoba - current year	(218,500)
Transfers to Province of Manitoba - prior year	(39,048)
<b>Balance, March 31, 2013</b>	42,109
Net profit and comprehensive income for the year	284,087
Transfers to Province of Manitoba - current year	(234,000)
Transfers to Province of Manitoba - prior year	(42,109)
<b>Balance, March 31, 2014</b>	50,087

See accompanying notes to the financial statements

# STATEMENT OF CASH FLOWS

(in thousands of Canadian dollars)

Year ended March 31

	2014	2013
	\$	\$
<b>OPERATING ACTIVITIES</b>		
Cash receipts		
Sales - spirits, wine, refreshment beverages, and beer	691,475	677,006
Annual licence fees and other	3,126	3,325
Goods and Services Tax	35,350	34,407
Manitoba Retail Sales Tax	27,388	23,804
Environmental Protection Tax	2,228	2,193
	<b>759,567</b>	<b>740,735</b>
Cash disbursements		
Purchases - merchandise, federal duty, excise and sales taxes, and other costs	331,665	342,519
General and administrative expenses, and allocations and payments	84,680	65,056
Goods and Services Tax	36,257	34,321
Manitoba Retail Sales Tax	27,249	23,641
Environmental Protection Tax	2,235	2,183
	<b>482,086</b>	<b>467,720</b>
<b>Cash provided by operating activities</b>	<b>277,481</b>	<b>273,015</b>
<b>INVESTING ACTIVITIES</b>		
Acquisition of property and equipment, and intangible assets	(6,124)	(10,465)
<b>Cash used in investing activities</b>	<b>(6,124)</b>	<b>(10,465)</b>
<b>FINANCING ACTIVITIES</b>		
Transfers to Province of Manitoba - current year	(234,000)	(218,500)
Transfers to Province of Manitoba - prior year	(42,109)	(39,048)
<b>Cash used in financing activities</b>	<b>(276,109)</b>	<b>(257,548)</b>
<b>Net increase (decrease) in cash during the year</b>	<b>(4,752)</b>	<b>5,002</b>
Cash, beginning of year	14,906	9,904
<b>Cash, end of year</b>	<b>10,154</b>	<b>14,906</b>

See accompanying notes to the financial statements

# SCHEDULE OF SALES, COST OF SALES AND GROSS PROFIT

(in thousands of Canadian dollars)

Year ended March 31

	Spirits \$	Wine \$	Refreshment Beverages \$	Beer \$	Total \$
<b>Sales</b>					
Stores	166,980	110,832	15,139	59,960	352,911
Liquor vendors	34,898	10,286	3,602	8,819	57,605
Licensees	19,766	4,655	6,007	238,193	268,621
Specialty wine stores	65	14,924	62	—	15,051
<b>Total sales for 2014</b>	<b>221,709</b>	<b>140,697</b>	<b>24,810</b>	<b>306,972</b>	<b>694,188</b>
Total sales for 2013	218,555	137,026	22,834	297,895	676,310
<b>Cost of sales</b>					
<b>Total cost of sales for 2014</b>	<b>84,975</b>	<b>65,812</b>	<b>11,669</b>	<b>171,936</b>	<b>334,392</b>
Total cost of sales for 2013	85,277	63,536	10,599	174,887	334,299
<b>Gross profit for 2014</b>	<b>136,734</b>	<b>74,885</b>	<b>13,141</b>	<b>135,036</b>	<b>359,796</b>
Gross profit for 2013	133,278	73,490	12,235	123,008	342,011

See accompanying notes to the financial statements

# NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

(in thousands of Canadian dollars)

For the year ended March 31, 2014

## 1. NATURE OF ORGANIZATION

The financial statements of The Liquor Control Commission [the "MLCC"] for the year ended March 31, 2014 were authorized for issue in accordance with a resolution of the Board of Commissioners on June 6, 2014. The MLCC was formed in 1923 as an agency of the Government of Manitoba under *The Liquor Control Act*. The registered office is located at 1555 Buffalo Place, Winnipeg, Manitoba. The MLCC's mandate is to purchase, sell and regulate alcoholic beverages; to determine locations for retail liquor outlets; to licence and regulate facilities used by the consuming public; to provide revenue to the Province of Manitoba from the activities of the MLCC; and to do all such things necessary to effect the provisions of *The Liquor Control Act*. All net profit and comprehensive income earned from the sale of liquor, or from licence and permit fees, or otherwise arising in the administration of *The Liquor Control Act*, shall be paid to the Province of Manitoba.

On April 17, 2012, the Province of Manitoba announced that the MLCC and Manitoba Lotteries Corporation would be merged into a single entity and the regulatory oversight for liquor control, currently managed by the MLCC would be merged with the Manitoba Gaming Control Commission. By consent of the Legislative Assembly of Manitoba, *The Manitoba Liquor and Lotteries Corporation Act* was enacted on December 5, 2013 which establishes the Manitoba Liquor and Lotteries Corporation by amalgamating The Liquor Control Commission and Manitoba Lotteries Corporation. It was proclaimed that April 1, 2014 would be the date upon which *The Manitoba Liquor and Lotteries Corporation Act* would come into force.

## 2. BASIS OF PRESENTATION

The financial statements of the MLCC have been prepared on a going concern basis, using historical cost except for certain financial instruments which are reported at fair value. The financial statements are presented in Canadian dollars, which is the functional currency of the MLCC, and all values are rounded to the nearest thousand dollars [\$000] except when otherwise indicated.

The financial statements of the MLCC have been prepared in accordance with International Financial Reporting Standards ["IFRS"] and related interpretations as issued by the International Accounting Standards Board ["IASB"].

## 3. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

- [a] Cash in the statement of financial position includes cash on hand, current balances with banks and outstanding electronic fund transactions forwarded to banks.
- [b] Trade and other receivables include electronic fund transactions to be forwarded to banks after March 31.
- [c] Inventories of goods for resale are valued at the lower of average cost and net realizable value. Cost comprises purchase price, import duties and freight. Net realizable value is the estimated selling price in the ordinary course of business less estimated costs necessary to make the sale.

Inventory write-downs are reversed if the estimated calculations of the recoverable amount change. Write-downs are reversed only to the extent that the carrying value does not exceed the carrying value that would have been determined if no write-down had been recognized.

- [d] Revenue is recognized to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to the MLCC and the revenue can be reliably measured. For the sale of products, revenue is recognized when the significant rewards of ownership of the products have passed to the buyer, usually on delivery of the products. Other operating income from licence and permit fees, merchandising program fees and administration and other fees is recognized when the MLCC's right to receive the payment is established and the MLCC has no further obligation to provide goods or services or on a straight-line basis over the licence term. Revenue is measured at the fair value of the consideration received, excluding sales taxes.

The MLCC assesses its revenue arrangements in order to determine if it is acting as principal or agent. The MLCC has concluded that it is acting as a principal in all of its revenue arrangements, except for the third-party AIR MILES® program in which the MLCC participates. The AIR MILES® program allows customers to earn AIR MILES® points when they purchase products in the MLCC's retail stores. The redemption of points by customers is the responsibility of the third-party AIR MILES® program. Consideration received and the related expense is recorded net in other income as the MLCC is acting as an agent for the AIR MILES® program.

- [e] Revenue, expenses and assets are recognized net of the amount of sales and goods and services tax, and environmental protection tax, except:
  - [i] Where the sales and goods and services tax incurred on a purchase of assets or services is not recoverable from the taxation authority, in which case the sales and goods and services tax is recognized as part of the cost of acquisition of the asset or as part of the expense item, as applicable; and,

# NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

(in thousands of Canadian dollars)

For the year ended March 31, 2014

[ii] Receivables and payables that are stated with the amount of sales and goods and services tax included.

The net amount of sales and goods and services tax recoverable from, or payable to, the taxation authority is included as part of receivables or payables in the statement of financial position.

[f] Transactions in foreign currencies are initially recorded by the MLCC at the MLCC's Canadian dollar functional currency exchange rate prevailing at the date of the transaction. Monetary assets and liabilities denominated in foreign currencies are retranslated at the functional currency spot rate of exchange at the reporting date. All differences are taken to the statement of net profit and comprehensive income. Non-monetary items that are measured in terms of historical cost in a foreign currency are translated using the exchange rate as at the date of the initial transactions. Non-monetary items measured at fair value in a foreign currency are translated using the exchange rate at the date the fair value is determined.

[g] Property and equipment is stated at cost, net of accumulated depreciation and accumulated impairment losses, if any. Costs include directly attributable costs. Repair and maintenance costs are recognized in the statement of net profit and comprehensive income as incurred. Depreciation is calculated on a straight-line basis over the useful life of the asset as follows:

Buildings	15 to 40 years
Leasehold improvements	Straight-line basis over the remaining term of the lease
Paving	25 years
Furniture and equipment	5 to 40 years
Vehicles	5 years

An item of property and equipment and any significant part initially recognized is derecognized upon disposal or when no future economic benefits are expected from its use or disposal. Any gain or loss arising on derecognition of the asset is included in the statement of net profit and comprehensive income when the asset is derecognized.

The assets' residual values, useful lives and methods of depreciation are reviewed at each fiscal year-end, and adjusted prospectively, if appropriate.

[h] Leases in which substantially all the risks and rewards of ownership are retained by the lessor are classified as operating leases. Operating lease payments are recognized as an expense in the statement of net profit and comprehensive income on a straight-line basis over the lease term. Leases that contain pre-determined, fixed rental increases are recognized over the life of the lease. Property leases are analyzed into separate components for land and buildings and tested to establish whether the components are operating leases or finance leases. Premiums paid for land are treated as a prepayment of an operating lease rental and recognized on a straight-line basis over the life of the lease.

[i] Intangible assets acquired separately are measured on initial recognition at cost. Following initial recognition, intangible assets are carried at cost less any accumulated amortization and accumulated impairment losses, if any. Internally generated intangible assets, excluding capitalized development costs, are not capitalized and the expenditure is reflected in the statement of net profit and comprehensive income in the year in which the expenditure is incurred.

Intangible assets with finite lives are amortized on a straight-line basis over the useful economic life of the asset. Intangible assets with finite lives are assessed for impairment whenever there is an indication that the intangible asset may be impaired. The amortization period and the amortization method are reviewed at each fiscal year-end and are treated as changes in estimates. The amortization expense is recognized in the statement of net profit and comprehensive income in the expense category consistent with the function of the intangible assets.

Gains and losses arising from the derecognition of an intangible asset are measured as the difference between the net disposal proceeds and the carrying amount of the asset and are recognized in the statement of net profit and comprehensive income when the asset is derecognized.

A summary of the amortization policies applied to the MLCC's intangible assets is as follows:

Computer software	3 to 15 years
-------------------	---------------

[j] The MLCC assesses at each reporting date whether there is an indication that a non-financial asset may be impaired. If any indication exists, a test is performed on the affected asset to assess its recoverable amount against carrying value. An impaired asset is written down to its recoverable amount, which is the higher of its value in use or its fair value less costs to sell. If there is an indication of an increase in fair value of an asset that had previously been impaired, then it is recognized by reversing the impairment, but only to the extent that the recoverable amount does not exceed the carrying amount that would have been determined if no impairment loss had been recognized for the asset.

# NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

(in thousands of Canadian dollars)

For the year ended March 31, 2014

- [k] Financial instruments are recognized in the statement of financial position when the MLCC becomes a party to the contractual terms of the instrument, which represents the trade date. Financial assets are removed from the statement of financial position when the contractual rights to the cash flows from the asset cease. Financial liabilities are removed from the statement of financial position when the obligation is met, cancelled or ends.

The classification of the MLCC's financial assets and financial liabilities is performed at initial recognition and are measured as follows:

- [i] Cash is classified as fair value through profit and loss and measured at fair value. Any gains or losses arising on the revaluation to fair value are recorded in the statement of net profit and comprehensive income.
- [ii] Trade and other receivables are classified as loans and receivables and recorded at cost, which upon initial recognition is equal to their fair value. Subsequent measurements are recorded at amortized cost using the effective interest method, less impairment. Any gains or losses and any losses arising from impairment are recognized in the statement of net profit and comprehensive income.
- [iii] Trade and other payables, Goods and Services Tax payable, Manitoba Retail Sales Tax payable, payable to the Province of Manitoba and Environmental Protection Tax payable are classified as other financial liabilities and are initially measured at their fair value. Subsequent measurements are recorded at amortized cost using the effective interest method. Any gains or losses are recognized in the statement of net profit and comprehensive income.

The MLCC assesses at each reporting date whether there is any objective evidence that a financial asset or a group of financial assets is impaired. The carrying amount of financial assets carried at amortized cost is reduced through the use of an allowance account and the amount of the loss is recognized in the statement of net profit and comprehensive income.

The fair value of financial instruments traded in an active market is determined by quoted market prices. Financial instruments not traded in an active market are valued using an appropriate valuation technique. An analysis of fair values of financial instruments and further details as to how they are measured is provided in note 15.

- [l] Provisions are recognized when the MLCC has a present obligation [legal or constructive] as a result of a past event, it is probable that an outflow of resources embodying economic benefits will be required to settle the obligation and a reliable estimate can be made of the amount of the obligation. If the effect of the time value of money is material, provisions are discounted using a current rate that reflects, where appropriate, the risks specific to the liability. Where discounting is used, the increase in the provision due to the passage of time is recognized as a finance cost.
- [m] The MLCC maintains a defined benefit pension plan in accordance with the provision of *The Civil Service Superannuation Act* administered by the Civil Service Superannuation Board ["CSSB"]. Substantially all of the employees of the MLCC are eligible for pension benefits based on length of service and average annualized earnings calculated on the best five years prior to retirement, termination, or death that provided the highest earnings. The cost of providing benefits under the defined benefit plan is actuarially determined on an annual basis using the projected unit credit method.

The net defined benefit asset or liability comprises the present value of the defined benefit obligation [using a discount rate based on high quality corporate bonds] less the fair value of plan assets out of which the obligations are to be settled. Plan assets are assets that are held by a long-term employee benefit fund. Plan assets are not available to the creditors of the MLCC nor can they be paid directly to the MLCC. Fair value is based on market price information and, in the case of quoted securities, it is the published bid price.

Net interest is calculated by applying the discount rate to the net defined benefit asset or liability and is recognized in net profit immediately. Actuarial and experience gains and losses and the return on plan assets (excluding net interest) are recognized immediately in the statement of financial position with a corresponding debit or credit to other comprehensive income (loss) in the period in which they occur.

- [n] Effective April 1, 1998, the MLCC commenced recording accumulated retirement allowances for its employees. Eligible employees are entitled to receive a retirement allowance equal to one week's pay, to a maximum of 25 weeks, for each year of continuous employment based on the current salary at date of retirement. The provision for retirement allowances is actuarially determined using the accumulated benefit cost method and actuarial gains and losses are recognized immediately in the statement of financial position with a corresponding debit or credit to other comprehensive income (loss) in the period in which they occur.

# NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

(in thousands of Canadian dollars)

For the year ended March 31, 2014

## 4. SIGNIFICANT ACCOUNTING JUDGMENTS, ESTIMATES AND ASSUMPTIONS

The preparation of the MLCC's financial statements requires management to make judgments, estimates and assumptions that affect the reported amounts of revenue, expenses, assets and liabilities, as at the date of the financial statements. However, uncertainty about these assumptions and estimates could result in outcomes that require a material adjustment to the carrying amount of the asset or liability affected in future periods.

The key assumptions concerning the future and other key sources of estimation uncertainty at the reporting date, that have a significant risk of causing a material adjustment to the carrying amounts of assets and liabilities within the next fiscal year, are discussed below.

The cost of the defined benefit pension plan and other post employment healthcare benefits, the present value of the pension obligation, and the provision for retirement allowances are determined using actuarial valuations. An actuarial valuation involves making various assumptions which may differ from actual developments in the future. These include the determination of the discount rate, future salary increases, mortality rates, retirement rates and future pension increases. Due to the complexity of the valuations, the underlying assumptions and its long-term nature, a defined benefit obligation and provision for retirement allowances are highly sensitive to changes in these assumptions. All assumptions are reviewed at each reporting date.

In determining the appropriate discount rate, management considers the interest rate of corporate bonds in the respective currency with at least an AA rating, with extrapolated maturities corresponding to the expected duration of the defined benefit obligation.

The underlying bonds are further reviewed for quality, and those having excessive credit spreads are removed from the populations of bonds on which the discount rate is based, on the basis that they do not represent high quality bonds.

The mortality rate is based on publicly available mortality tables for Canada. Future salary increases and pension increases are based on expected future inflation rates for Manitoba.

Further details about the assumptions are outlined in notes 10 and 11.

## 5. CHANGES IN ACCOUNTING POLICIES

During the year, the MLCC chose to adopt the following standards:

- [a] IAS 1 – *Presentation of Financial Statements* was amended on June 16, 2011. The amendments enhance the presentation of other comprehensive income ["OCI"] in the financial statements, primarily by requiring the components of OCI for items that may be reclassified to the statement of net profit and comprehensive income to be presented separately from those that remain in equity. IAS 1 was further amended in May 2012 to clarify the requirements for providing comparative information when an entity provides financial statements beyond the minimum comparative information requirements. The adoption of the amendments to IAS 1 did not have any impact on the MLCC's financial statements.
- [b] IFRS 13 – *Fair Value Measurement* does not change the circumstances under which an entity is required to use fair value, but rather provides guidance on how to measure the fair value of financial or non-financial assets and liabilities when required or permitted by IFRS. As a result of the guidance in IFRS 13, the MLCC re-assessed its policies for measuring fair values and the adoption of IFRS 13 did not have any impact on the MLCC's financial statements.
- [c] IAS 19 [revised] – *Employee Benefits* was amended in June 2011. The amendments include eliminating the option to defer the recognition of gains and losses, streamlining the presentation of changes to assets and liabilities with all changes from re-measurement to be recognized in other comprehensive income and enhancing the disclosure of the characteristics of defined benefit plans and the risks that companies are exposed to through participation in these plans. The MLCC applied IAS 19 [revised] retrospectively in the current period in accordance with the transitional provisions set out in the revised standard and comparative figures have been restated accordingly.

The adoption of IAS 19 [revised] resulted in a decrease to general and administrative expenses of \$6,998 for the year ended March 31, 2013 with a corresponding adjustment to other comprehensive income (loss). There was no impact to the overall equity of the MLCC. The impact of the adoption of this standard is reflected in the statement of net profit and comprehensive income and notes 10 and 11 of these financial statements.

## 6. STANDARD ISSUED BUT NOT YET EFFECTIVE

The following standard which is reasonably expected to be applicable to the MLCC has been issued but was not yet effective at the date of issuance of the MLCC's financial statements.

IFRS 9 – *Financial Instruments* reflects the first phase of the IASB's work on replacing the existing standard for financial instruments, IAS 39 – *Financial Instruments: Recognition and Measurement*, and applies to classification and measurement of financial instruments as defined in IAS 39. The standard is effective for annual periods beginning on or after January 1, 2015. In subsequent phases, the IASB will address classification and measurement of financial liabilities, hedge accounting and derecognition. The adoption of the first phase of IFRS 9 will have an effect on the classification and measurement of the MLCC's financial assets. The MLCC will quantify the effect in conjunction with the other phases when issued, to present a comprehensive picture.

# NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

(in thousands of Canadian dollars)

For the year ended March 31, 2014

## 7. INVENTORY

Inventory consists of the following:

	2014 \$	2013 \$
Warehouse	27,315	28,330
Stores	13,386	13,395
	<b>40,701</b>	<b>41,725</b>

The amount of unpaid and unrecorded Customs and Excise duties on owned merchandise held in bond is approximately \$4,597 at the end of the 2014 fiscal year [2013 - \$4,452].

## 8. PROPERTY AND EQUIPMENT

	Land \$	Buildings \$	Leasehold improvements \$	Paving \$	Furniture and equipment \$	Vehicles \$	Total \$
<b>COST</b>							
April 1, 2012	120	18,939	16,598	520	16,079	701	52,957
Additions	—	3,839	4,203	—	1,867	135	10,044
Disposals	—	—	—	—	(1,765)	(60)	(1,825)
March 31, 2013	120	22,778	20,801	520	16,181	776	61,176
Additions	—	1,976	2,266	—	1,434	130	5,806
Disposals	—	—	(1,806)	(17)	(381)	(139)	(2,343)
<b>March 31, 2014</b>	<b>120</b>	<b>24,754</b>	<b>21,261</b>	<b>503</b>	<b>17,234</b>	<b>767</b>	<b>64,639</b>
<b>DEPRECIATION</b>							
April 1, 2012	—	5,960	7,328	169	8,106	344	21,907
Depreciation	—	555	1,154	20	1,872	124	3,725
Disposals	—	—	—	—	(1,751)	(32)	(1,783)
March 31, 2013	—	6,515	8,482	189	8,227	436	23,849
Depreciation	—	635	1,632	26	1,749	116	4,158
Disposals	—	—	(1,801)	(17)	(360)	(106)	(2,284)
<b>March 31, 2014</b>	<b>—</b>	<b>7,150</b>	<b>8,313</b>	<b>198</b>	<b>9,616</b>	<b>446</b>	<b>25,723</b>
<b>NET BOOK VALUE</b>							
<b>March 31, 2014</b>	<b>120</b>	<b>17,604</b>	<b>12,948</b>	<b>305</b>	<b>7,618</b>	<b>321</b>	<b>38,916</b>
March 31, 2013	120	16,263	12,319	331	7,954	340	37,327

# NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

(in thousands of Canadian dollars)

For the year ended March 31, 2014

## 9. INTANGIBLE ASSETS

	Computer software – acquired
	\$
<b>COST</b>	
April 1, 2012	12,393
Additions	519
Disposals	—
March 31, 2013	12,912
Additions	87
Disposals	(503)
<b>March 31, 2014</b>	<b>12,496</b>
<b>AMORTIZATION</b>	
April 1, 2012	5,015
Amortization	755
Disposals	—
March 31, 2013	5,770
Amortization	840
Disposals	(503)
<b>March 31, 2014</b>	<b>6,107</b>
<b>NET BOOK VALUE</b>	
<b>March 31, 2014</b>	<b>6,389</b>
March 31, 2013	7,142

## 10. PROVISION FOR EMPLOYEE PENSION BENEFITS

The MLCC maintains a defined benefit pension plan in accordance with the provision of *The Civil Service Superannuation Act* administered by the CSSB.

Accrued benefit liability is comprised of:

	2014	2013
	\$	\$
Defined benefit obligation	86,556	84,904
Fair value of plan assets	70,842	60,596
	<b>15,714</b>	<b>24,308</b>

Net benefit expense included in general and administrative expenses is comprised of:

	2014	2013
	\$	\$
Current service cost	3,128	2,624
Net interest	1,021	936
Administration and management fees	221	175
	<b>4,370</b>	<b>3,735</b>

# NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

(in thousands of Canadian dollars)

For the year ended March 31, 2014

Changes in the present value of the defined benefit obligation are as follows:

	2014	2013
	\$	\$
<b>Defined benefit obligation, beginning of year</b>	<b>84,904</b>	76,243
Current service cost	3,128	2,624
Net interest	3,566	3,431
Actuarial loss on changes in mortality rate assumptions	4,159	—
Actuarial (gain) loss on changes in financial assumptions	(4,376)	4,791
Experience (gain) loss on obligation	(630)	974
Benefits paid	(4,195)	(3,159)
<b>Defined benefit obligation, end of year</b>	<b>86,556</b>	84,904

Actuarial and experience gains and losses are recognized in other comprehensive income (loss).

Changes in the fair value of the plan assets are as follows:

	2014	2013
	\$	\$
<b>Fair value of plan assets, beginning of year</b>	<b>60,596</b>	55,439
Net interest	2,545	2,495
Return on plan assets	6,625	1,800
Contributions by employer	1,076	862
<b>Fair value of plan assets, end of year</b>	<b>70,842</b>	60,596

Return on plan assets (which excludes amounts included in net interest) is recognized in other comprehensive income (loss).

The major categories of plan assets as a percentage of the fair value of total plan assets are as follows:

	2014	2013
	%	%
Cash and cash equivalents	2.9	1.7
Bonds and debentures	19.9	23.1
Canadian equities	36.5	34.2
United States equities	16.9	17.7
International equities	23.8	23.3

The key actuarial assumptions used in determining the MLCC's provision for employee pension benefits were at the following weighted average rates:

	2014	2013
	%	%
Discount rate	4.50	4.20
Inflation	2.00	2.00
Rate of future compensation increases	3.75	3.75
Post retirement indexing	1.33	1.33

The impact of a 0.30% increase in the discount rate and a 0.10% decrease in the rates of inflation and future compensation would be a decrease of \$4,778 to the defined benefit obligation. The impact of a 0.30% decrease in the discount rate and a 0.10% increase in the rates of inflation and future compensation would be an increase of \$5,353 to the defined benefit obligation.

# NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

(in thousands of Canadian dollars)

For the year ended March 31, 2014

Expected contributions to the defined benefit pension plan for the year ending March 31, 2015 are as follows:

	\$
Employee contributions	2,744
The MLCC contributions	2,438

## 11. PROVISION FOR RETIREMENT ALLOWANCES

The provision for retirement allowances net benefit expense included in general and administrative expenses is comprised of:

	2014 \$	2013 \$
Current service cost	254	257
Net interest	296	184
Benefits paid	203	168
	<b>753</b>	<b>609</b>

Changes in the present value of the provision are as follows:

	2014 \$	2013 \$
<b>Provision for retirement allowances, beginning of year</b>	<b>7,168</b>	<b>4,232</b>
Actuarial (gain) loss on provision	(248)	3,033
Current service cost	254	257
Net interest	296	184
Retirement allowance paid	(500)	(538)
<b>Provision for retirement allowances, end of year</b>	<b>6,970</b>	<b>7,168</b>

Actuarial gains and losses are recognized in other comprehensive income (loss).

The key actuarial assumptions used in determining the MLCC's provision for retirement allowances were at the following weighted average rates:

	2014 %	2013 %
Discount rate	4.50	4.20
Inflation	2.00	2.00
Rate of future compensation increases	3.75	3.75

The impact of a 0.30% increase in the discount rate and a 0.10% decrease in the rates of inflation and future compensation would be a decrease of \$369 to the provision. The impact of a 0.30% decrease in the discount rate and a 0.10% increase in the rates of inflation and future compensation would be an increase of \$405 to the provision.

# NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

(in thousands of Canadian dollars)

For the year ended March 31, 2014

## 12. OTHER INCOME

Other income consists of the following:

	2014	2013
	\$	\$
Licence and permit fees	1,636	1,732
Merchandising program fees	940	1,093
Administration and other	798	1,194
	<b>3,374</b>	<b>4,019</b>

## 13. GENERAL AND ADMINISTRATIVE EXPENSES

General and administrative expenses consist of the following:

	2014	2013
	\$	\$
Employee benefits	49,234	47,959
Alcohol education	843	513
Bank charges	3,052	2,753
Community support	1,591	737
Consultant and professional fees	901	569
Depreciation and amortization	4,998	4,480
Delivery charges	2,292	2,174
Grants in lieu of taxes	755	708
Leased premises rentals	8,998	8,360
Maintenance	4,915	4,290
Marketing	865	890
Protective services	1,081	1,067
Sundry	832	907
Supplies and equipment	938	871
Transportation and vehicles	643	548
Utilities	1,537	1,344
	<b>83,475</b>	<b>78,170</b>

## 14. ALLOCATIONS AND PAYMENTS

Allocations and payments consist of the following:

	2014	2013
	\$	\$
Social responsibility funding	3,217	—
Crown Corporations Council levy	111	253
	<b>3,328</b>	<b>253</b>

Social responsibility funding includes amounts paid to the Addictions Foundation of Manitoba for their research and programming related to the responsible use of alcohol.

The MLCC provides funding to the Crown Corporations Council through the payment of an annual levy.

# NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

(in thousands of Canadian dollars)

For the year ended March 31, 2014

## 15. FINANCIAL INSTRUMENTS AND RISK MANAGEMENT

### [a] Fair value

The MLCC applies the market approach for recurring fair value measurements. Three levels of inputs may be used to measure fair value.

Level 1 - Unadjusted, quoted prices in active markets for identical assets or liabilities. An active market for the asset or liability is a market in which transactions for the asset or liability occur with sufficient frequency and volume to provide pricing information on an ongoing basis.

Level 2 - Observable inputs other than level 1 prices, such as quoted prices for similar assets or liabilities; quoted prices in markets that are not active; or other inputs that are observable or can be corroborated by observable market data for substantially the full term of the assets or liabilities.

Level 3 - Unobservable inputs that are supported by little or no market activity and that are significant to the fair value of the assets or liabilities.

The carrying values of the MLCC's financial assets and liabilities including trade and other receivables, trade and other payables, Goods and Services Tax payable, Manitoba Retail Sales Tax payable, payable to the Province of Manitoba and Environmental Protection Tax payable approximate their value at the reporting date. These short-term financial instruments approximate the fair value due to the relatively short period to maturity.

Financial instruments recorded at fair values, classified using the fair value hierarchy, are as follows:

2014	Level 1 \$	Level 2 \$	Level 3 \$	Total \$
Cash	10,154	—	—	10,154
	10,154	—	—	10,154

2013	Level 1 \$	Level 2 \$	Level 3 \$	Total \$
Cash	14,906	—	—	14,906
	14,906	—	—	14,906

### [b] Risk management policies

The MLCC manages risk and risk exposure through a combination of a system of internal and disclosure controls, effective cash management strategies and sound business practices. The MLCC is exposed to credit, currency and liquidity risks. The MLCC's management oversees the management of these risks in accordance with policies approved by the Board of Commissioners. The Board of Commissioners reviews and agrees on policies for managing each of these risks.

### [c] Credit risk

Credit risk is the risk that a customer will fail to perform an obligation or fail to pay amounts due, causing a financial loss. The MLCC's maximum exposure to credit risk is the carrying value of trade and other receivables. Other receivables are all due within 30 days at year-end and were fully collected subsequent to year-end. Therefore no allowance for uncollectible accounts was accrued by management. Trade receivables are non-interest bearing and generally have 30-day terms. Trade and other receivables are written off when management determines that they cannot be collected.

# NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

(in thousands of Canadian dollars)

For the year ended March 31, 2014

The aging of trade and other receivables at the end of the 2014 fiscal year is as follows:

	\$
Neither impaired nor past due	23,641
Not impaired and past due as follows:	
Within 30 days	516
31 to 60 days	103
61 to 90 days	49
Over 90 days	98
Allowance for doubtful accounts	—
	24,407

## [d] Currency risk

The MLCC is exposed to currency risk through inventory purchase transactions that require settlement in foreign currencies. Exposure to fluctuations in exchange rates is mitigated by the policy of adjusting purchase or selling prices to maintain the profit margin approved by the Board of Commissioners. Purchases denominated in foreign currencies during the 2014 fiscal year were \$8,520 [2013 - \$8,148]. Accordingly, a 10% increase or decrease in the exchange rate between Canadian and U.S. dollars would result in a total increase or decrease of \$538 [2013 - \$451] assuming the inventory purchased had been sold by the end of the year.

## [e] Liquidity risk

Liquidity risk is the risk that the MLCC will encounter difficulties in meeting its financial liability obligations. The MLCC manages its liquidity risk through effective cash management. Liquidity risk is mitigated by collection terms on trade and other receivables being set at less than or equal to the payment terms of trade and other payables. Trade and other payables are non-interest bearing and generally have 30-day terms.

## [f] Capital disclosures

As an agency of the Government of Manitoba, the MLCC does not maintain capital balances. Rather, in managing capital, the MLCC focuses on cash available for operations. The MLCC's objectives are to have sufficient cash available for operations, to provide flexibility to take advantage of opportunities that will advance its purposes and to meet its obligation to transfer its net profit and comprehensive income to the Province of Manitoba annually. The need for liquid resources is considered in the preparation of an annual budget and in the monitoring of cash flows and actual operating results compared to budget. The MLCC has met its objective of having sufficient liquid resources to meet its current obligations.

## 16. COMMITMENTS AND CONTINGENCIES

The MLCC leases 52 buildings. Leases have expiry dates ranging from 2015 to 2034.

The future minimum annual lease payments are as follows:

	\$
2015	6,621
2016	6,053
2017	5,608
2018	5,226
2019	5,005
Subsequent years	33,534
	62,047



# NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

(in thousands of Canadian dollars)

For the year ended March 31, 2014

## 17. RELATED PARTY DISCLOSURES

The MLCC is related to various other government agencies, ministries and Crown corporations under the common control of the Government of Manitoba. All transactions with these related parties are in the normal course of operations and are measured at terms equivalent to those that prevail in arm's length transactions. Outstanding balances at year-end are unsecured and settlement occurs in cash. Under *The Liquor Control Act*, the MLCC is required to transfer the net profit and comprehensive income for the year annually to the Province. The payable to the Province of Manitoba on the statement of financial position represents the balance of unpaid profits as of the year-end reporting date.

Compensation of key management personnel of the MLCC, which is recognized as an operating expense during the year, is as follows:

	2014	2013
	\$	\$
Short-term employee benefits	338	561
Post-employment pension and medical benefits	54	83
Termination benefits	4	394
	<b>396</b>	<b>1,038</b>

## 18. COMPARATIVE FIGURES

The comparative financial statements have been reclassified from statements previously presented to conform to the presentation of the current year's financial statements.

# TABLEAUX ET GRAPHIQUES

## BÉNÉFICES ET CHARGES

(en milliers de dollars canadiens)

Exercices terminés le 31 mars

	2010	2011	2012	2013	2014
Ventes	610 515	621 880	652 622	676 310	694 188
Bénéfice brut	299 599	314 118	327 386	342 011	359 796
Bénéfice net et résultat global	233 677	250 118	254 270	260 609	284 087
Frais d'exploitation	70 674	67 687	76 864	85 421	79 083
% du bénéfice brut sur les ventes	49,1 %	50,5 %	50,2 %	50,6 %	51,8 %
% du bénéfice net et du résultat global sur les ventes	38,3 %	40,2 %	39,0 %	38,5 %	40,9 %
% des frais d'exploitation sur les ventes	11,6 %	10,9 %	11,8 %	12,6 %	11,4 %

\*Les frais d'exploitation comprennent les charges administratives, les dotations et paiements, ainsi que les éléments inclus dans les autres éléments du résultat global (perte) liés à la provision pour les prestations et les indemnités de retraite des employés.

## OÙ VA L'ARGENT?

284,1 M\$ pour les Manitobains



Marchandises	279,3 M\$ (40 %)
Gouvernement fédéral	55,1 M\$ (8 %)
Frais d'exploitation	79,1 M\$ (11 %)
Gouvernement provincial	284,1 M\$ (41 %)

## POINTS DE VENTE AU DÉTAIL – 2014



Vendeurs de bière privés	260
Magasins de vins de spécialité	8
Magasins d'alcools de la Société/magasins-boutiques express	56
Vendeurs d'alcools privés et boutiques hors taxes	174

## MONTANTS ADDITIONNELS VERSÉS À LA PROVINCE (EN MILLIONS DE DOLLARS)

Taxe sur les ventes au détail	27,2 \$
Taxe destinée à la protection de l'environnement	2,2 \$

## MONTANTS ADDITIONNELS VERSÉS AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL (EN MILLIONS DE DOLLARS)

Taxe sur les produits et services	36,3 \$
-----------------------------------	---------

## VOLUMES DES VENTES – EN MILLIONS DE LITRES

	Bière	Spiritueux	Vin	Panachés et cidres
2010	82,0	6,9	9,3	2,9
2011	81,0	6,9	9,7	2,7
2012	83,3	7,0	10,0	2,9
2013	80,9	7,1	10,4	3,4
<b>2014</b>	<b>77,1</b>	<b>6,9</b>	<b>10,6</b>	<b>3,8</b>

## VENTES SELON LES PRODUITS – EN MILLIONS DE DOLLARS

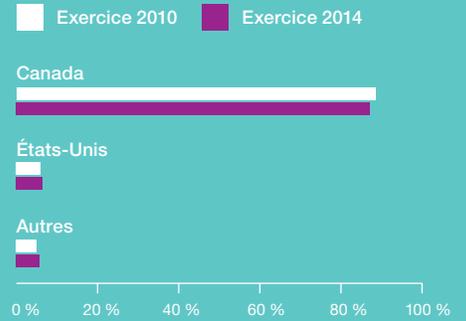
	Bière	Spiritueux	Vin	Panachés et cidres
2010	271	203	117	20
2011	275	206	122	19
2012	293	212	128	20
2013	298	218	137	23
<b>2014</b>	<b>307</b>	<b>222</b>	<b>140</b>	<b>25</b>

## CONSOMMATION PAR PERSONNE – EN LITRES

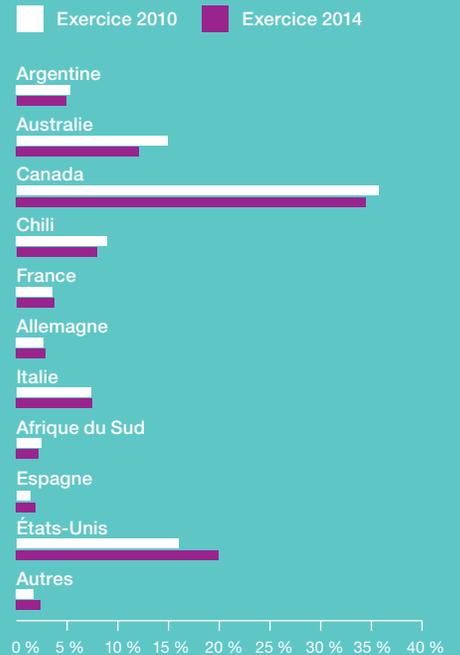
	Bière	Spiritueux	Vin	Panachés et cidres
2010	88,3	7,4	10,0	3,1
2011	85,9	7,3	10,2	2,9
2012	86,7	7,3	10,4	3,0
2013	82,6	7,2	10,6	3,5
<b>2014</b>	<b>77,4</b>	<b>7,0</b>	<b>10,6</b>	<b>3,8</b>

Source : Rapport de Santé Manitoba sur la population (données fondées sur la population âgée de plus de 17 ans au 1<sup>er</sup> juin de chaque année).

## VENTES DE BIÈRE PAR PAYS



## VENTES DE VIN PAR PAYS



## VENTES DE SPIRITUEUX PAR GENRE



# SERVICES RÉGLEMENTAIRES

## FUSION DE LA SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU MANITOBA ET DE LA CORPORATION MANITOBAINE DES LOTERIES

Le 1<sup>er</sup> avril 2014, l'adoption de la *Loi sur la Société manitobaine des alcools et des loteries* a officialisé la fusion de la Division des services réglementaires de la Société des alcools et de la Commission de la régie du jeu du Manitoba pour créer un nouvel organisme de réglementation, la Régie des alcools et des jeux du Manitoba.

La mission de la Régie consiste à réglementer les industries des boissons alcoolisées et des jeux de hasard dans l'intérêt public et au profit des Manitobains en proposant une norme de service élevée dans le cadre d'une approche équilibrée et indépendante.

Étant donné que l'exercice 2013-2014 s'est terminé avant l'adoption des nouvelles mesures législatives, la Société des alcools a l'obligation de faire rapport de ses renseignements réglementaires.

## COMMISSION DES LICENCES

La Commission des licences (la « Commission ») est responsable de l'approbation des licences et de l'imposition des mesures disciplinaires associées aux infractions à la *Loi sur la réglementation des alcools* et à ses règlements d'application. Ses décisions peuvent faire l'objet d'un appel.

La Commission compte cinq personnes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil. Le président de la Commission peut convoquer une réunion de ses membres à tout moment.

Toutes les réunions de la Commission sont publiques.

*Commission des licences.*  
(De g. à dr.) Vic Wonnacott (président), Les Barrett, Cliff Bernhardt et Dale Neal (vice-président).  
Absente de la photo : Lorraine Sigurdson.



## ÉDUCATION ET RÉGLEMENTATION

La Société maintient un équilibre entre l'éducation et l'application de la loi en ce qui concerne les locaux visés par une licence et les événements faisant l'objet d'un permis de circonstance afin de veiller au respect de la *Loi sur la réglementation des alcools*.

Le Service des inspections a recours à un programme d'inspection fondé sur le risque en fonction du genre de licence des établissements et de leurs antécédents d'exploitation. Les établissements où la vente de boissons alcoolisées est la principale activité, tels que les vendeurs de bière et les bars-salons, font l'objet d'inspections plus fréquentes que ceux où le service des aliments est la principale activité commerciale.

La Société recommande des mesures disciplinaires progressives pour les titulaires de licence ou de permis et les exploitants de salle de banquet qui continuent de violer les dispositions de la *Loi sur la réglementation des alcools* et de ses règlements d'application.

### Nombre d'inspections

	Cible	Réel
Établissements visés par une licence	27 000	23 763
Événements visés par un permis de vente	25 %	29 %
Pourcentage des inspections sans violation	97 %	99 %

### Nombre de séminaires éducatifs

	Cible	Réel
Établissements visés par une licence	175	253
Titulaires de permis et salles de banquet	75	82

### Modifications législatives

Le projet de loi 43, qui visait la *Loi sur la Société manitobaine des alcools et des loteries* et la *Loi sur la réglementation des alcools et des jeux*, a été déposé devant l'Assemblée législative le 15 mai 2013. Il a été adopté en deuxième lecture le 12 septembre 2013, puis adopté par le Comité permanent du développement social et économique le 15 octobre 2013. La nouvelle loi a reçu la sanction royale le 5 décembre 2013 et est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2014.



## NOMBRE D'INSCRIPTIONS D'HÔTEL ET DE LICENCES

Catégories de licences	2010	2011	2012	2013	2014
Enregistrement d'hôtel	302	300	301	295	299
Vente au détail	273	275	272	266	265
Débit de boisson	249	246	247	241	241
Salle à manger	1 125	1 135	1 161	1 180	1 201
Transport	7	6	6	6	5
Bar-salon	403	398	407	403	409
Cabaret	29	25	27	26	26
Activités de spectateurs	45	50	50	49	49
Club privé	249	247	250	253	254
Cantine	13	13	11	11	11
Établissement sportif	144	137	140	137	136
Fabricant	17	17	17	17	17
<b>Total</b>	<b>2 856</b>	<b>2 849</b>	<b>2 889</b>	<b>2 884</b>	<b>2 913</b>

## NOMBRE DE PERMIS DE CIRCONSTANCE DÉLIVRÉS

	2010	2011	2012	2013	2014
Permis de vente	6 473	6 000	5 872	5 547	5 174
Permis de distribution gratuite	4 289	4 175	3 930	3 860	3 587
<b>Total</b>	<b>10 762</b>	<b>10 175</b>	<b>9 802</b>	<b>9 407</b>	<b>8 761</b>

## INSPECTIONS, ENQUÊTES ET SÉMINAIRES DE FORMATION

	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Établissements autorisés</b>					
Visites des inspecteurs	25 867	22 784	28 778	27 791	23 763
Demandes de service par des titulaires de licence	1 144	1 294	1 319	1 197	1 086
Inspections finales	224	186	143	183	162
Demandes de licence	126	122	138	186	155
Séances de formation des titulaires de licence	180	195	262	268	253
<b>Total</b>	<b>27 541</b>	<b>24 581</b>	<b>30 640</b>	<b>29 625</b>	<b>25 419</b>
<b>Permis de circonstance</b>					
Inspections pendant des événements	1 471	1 394	1 571	1 727	1 433
Enquêtes avant la délivrance du permis	2 626	2 900	1 686	1 743	1 969
Séances de formation des propriétaires de salle, des titulaires de permis et du public	69	82	82	111	82
Inspection des salles de banquet	287	146	145	193	88
<b>Total</b>	<b>4 453</b>	<b>4 522</b>	<b>3 484</b>	<b>3 774</b>	<b>3 572</b>
<b>Enquêtes publiques</b>					
Cartes-photos d'identité	277*	0	0	0	0
Plaintes du public	360	387	391	329	280
<b>Total</b>	<b>637*</b>	<b>387</b>	<b>391</b>	<b>329</b>	<b>280</b>

\* Le programme de cartes-photos d'identité de la Société des alcools a pris fin le 29 juin 2009.

## MESURES DISCIPLINAIRES RECOMMANDÉES

TITULAIRES DE LICENCE	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Mesures administratives</b>					
Lettres d'avertissement	250	261	145	97	47
Rencontres avec le directeur du Service des inspections	41	56	50	35	39
<b>Total</b>	291	317	195	132	86
<b>Commission des licences</b>					
Audiences disciplinaires	44	62	48	61	24
Auditions d'appel	9	7	4	8	2
<b>Mesures adoptées par la Commission</b>					
Avertissements	7	5	7	9	8
Suspensions	34	38	14	21	5
Annulations	1	0	1	0	1
Amendes	7	29	20	32	9
Autres	1	1	5	0	0
<b>Total</b>	50	73	47	62	23
<b>Nombre total de jours de suspension imposés</b>	91	70	49	47	15
<b>Montant total des amendes imposées</b>	11 150 \$	89 550 \$	21 500 \$	51 200 \$	15 750 \$

Nota. Le nombre de mesures adoptées par la Commission peut ne pas correspondre au nombre d'audiences en raison du report de certains appels au prochain exercice.

## TITULAIRES DE PERMIS DE CIRCONSTANCE ET PROPRIÉTAIRES DE SALLE

	2010	2011	2012	2013	2014
<b>Mesures administratives</b>					
Avertissements	5	8	12	7	8
Suspensions des privilèges	7	6	4	1	2
<b>Total</b>	12	14	16	8	10

Les infractions à la *Loi sur la réglementation des alcools* font l'objet d'un processus de mesures disciplinaires progressives :

- Mise en garde – Habituellement donnée lorsqu'il n'y a aucun dossier antérieur (comprend l'éducation des titulaires de licence au sujet de l'infraction).
- Lettre d'avertissement – Habituellement envoyée lorsqu'il y a déjà un dossier et que l'infraction est mineure.
- Rencontre avec le directeur du Service des inspections – Pour discuter des solutions au problème.
- Audiences de la Commission des licences – Habituellement imposées en cas d'infractions majeures.

*Les appels sont entendus par le Conseil des commissaires.*

*Les mesures disciplinaires sont versées au dossier d'exploitation du titulaire de licence.*

*Les infractions à la Loi sur la réglementation des alcools commises par les exploitants de salle de banquet et les titulaires de permis de circonstance sont normalement traitées par l'administration de la Société.*





**SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU MANITOBA**

C.P. 1023 (1555 place Buffalo)

Winnipeg (Manitoba) R3C 2X1

Téléphone : 204-284-2501

**[www.liquormarts.ca](http://www.liquormarts.ca)**

This Annual Report is available in English  
on the Website **[www.liquormarts.ca](http://www.liquormarts.ca)**